



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

Direction Financière Juridique et des Moyens

Sous-Direction juridique et de l'Achat Public

Service de la Commande Publique

75058 Paris cedex 01

Marché public de SERVICES

Objet du marché :

PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES TRAPPES HYDRAULIQUES

Marché n° 2024-180M

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

C.C.P

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	7
1.1 - Objet du marché	7
1.2 - Contexte.....	7
1.3 - Nature et volume des prestations	7
1.3.1. <i>Nature des prestations</i>	7
1.3.2. <i>Volume des prestations</i>	8
1.4 - Forme du marché.....	8
1.5 - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	8
1.6 - Découpage en tranches et en lots	8
1.7 - Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché	9
1.8 - Dispositions générales	9
1.9 - Responsabilité sociétale des organisations (RSO).....	9
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ	12
3.1 - Durée globale du marché.....	12
3.2 - Délais d'exécution	12
ARTICLE 4 - ORGANISATION DE LA MAINTENANCE.....	12
4.1. Prestations forfaitaires.....	12
4.2. Prestations au titre de la part à commande	13
4.3 - Matériels et installations confiés au titulaire :.....	13
4.3.1 - <i>Prise en charge des installations</i>	13
4.3.2 - <i>Remise des installations à l'expiration du marché</i>	13
4.4 - Moyens humains et matériels mis à la disposition de l'E.P.M.L. par le titulaire :.....	14
4.4.1 - <i>Moyens humains</i> :	14
4.4.2 - <i>Moyens matériels</i> :	14
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	14
5.1. Forme des notifications et informations.....	14
5.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations.....	15
5.3 - Conduite du marché.....	15
5.4 -Titulaire	16
5.4.1 - <i>Représentant du titulaire</i>	16
5.4.2 - <i>Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire</i>	16
5.5. Demande de modification à l'initiative du Musée du Louvre	16

5.6 - Intervenants du titulaire sur le site	17
5.6.1 - Qualification du personnel	17
5.6.2 - Modification concernant le personnel	17
5.6.3 - Procédure d'agrément du personnel	19
5.6.4 - Comportement du personnel	20
5.6.5 - Accès du personnel	20
5.6.6 - Acheminement du gros matériel et évacuations des gravats	21
5.7 Cotraitance	21
5.8. Sous-traitance	21
5.9. Ordres de service	22
5.10. Garantie de maintien des compétences	22
5.11. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	22
ARTICLE 6 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	22
ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE	23
7.1 Obligation de confidentialité.....	23
7.2 Obligation de conseil.....	23
7.3 Protection des données à caractère personnel	23
7.4. Action de communication	25
7.5 Mesures de sécurité	26
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION	27
8.1. - Contraintes du site	27
8.2. - Plan de prévention	28
8.3. - Règlement de circulation, règlement intérieur, règlement de l'aire de livraison	28
8.4. - Planning de maintenance.....	28
8.5. - Moyens mis à la disposition du titulaire par l'EPML	29
8.5.1. - Un local	29
8.5.2 - Un stock de pièces	29
8.5.3 - Moyens de transport interne et externe	30
8.5.4 - Bases de données, exploitations de la maintenance, outils, et procédures.	30
8.5.5 - Historique des opérations de maintenance et de travaux	30
8.5.6. - Badges	30
8.5.7. - Infrastructures de radiocommunication	31
8.6. Traitement des déchets	32

8.7 Réunions.....	32
8.8. - Remise des installations à l'expiration du marché.....	32
8.9. - Garantie	32
8.9.1 - Garantie suite à l'expiration du marché	33
8.9.2. - Garantie suite à des travaux de modifications ou de réalisations d'installations	33
ARTICLE 9 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	33
ARTICLE 10 – ASSURANCES.....	33
ARTICLE 11– OPERATIONS DE VERIFICATION- ADMISSION	34
11.1 Généralités	34
11.2 Vérification et admission des prestations forfaitaires	34
11.2.1 Généralités	34
11.2.2 Vérifications quantitatives et qualitatives	35
11.3 Vérification et admission des prestations exécutées sur bon de commande ou dans le cadre du « Forfait P3)	36
ARTICLE 12– RESPONSABILITES	37
ARTICLE 13 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	38
13.1 Nature et contenu des prix	38
13.2 Prix forfaitaire	39
13.3 Bons de commande.....	40
13.3.1 Elaboration de propositions détaillées préalables ou devis	40
13.3.2 Emission des bons de commande	42
13.3.3 Contenu des bons de commande	42
13.3.4- Cas spécifique des prestations réalisées sur la base du BPU : élaboration de propositions détaillées préalables ou devis	42
13.3.5. - Cas spécifique du prix des pièces détachées et fournitures dont le montant unitaire dépasse la franchise d'intervention définie au CCP (300 € HT)	43
13.4 Prix nouveaux.....	44
13.5 Clause de réexamen	45
13.5.1 Modification du « Forfait P3 » relatif aux prestations prescrites par le GER	45
13.5.2. En cas d'ajout d'un plan de progrès	45
13.5.2 En cas de circonstances imprévues	45
13.6 Prestations similaires	46
ARTICLE 14 - PRESTATIONS PREVUES AU PRESENT MARCHÉ	46
14.1 - Prestations de maintenance préventive	46

14.2 - Prestations de maintenance corrective ou astreinte :.....	46
14.3 - Gestion des pièces détachées.....	47
14.4 - Rapports de vérifications et contrôles périodiques réglementaires.....	47
14.5 - Rapports ponctuels, annuels et réunions d'exploitation	48
14.6 - Gestion des bases de données.....	48
14.6.1 - Archivage	48
14.6.2 - Transparence	48
14.7- L'assistance technique aux différents utilisateurs et prestataires.....	49
14.8 – La réalisation des opérations prescrites par le GER (Forfait P3)	49
14.8.1. Définition	49
14.8.2. Programme de renouvellement	51
14.8.3. Suivi	51
14.9 - Prestation effectués dans le cadre de la part à commande	51
ARTICLE 15 - AVANCE	51
ARTICLE 16 - CESSIION ET NANTISSEMENT	52
ARTICLE 17 – MODALITES DE REGLEMENT.....	52
17.1 Paiement/Modalités de facturation.....	52
17.2 Facturation des prestations	52
17.2.2 <i>Modalités de règlement pour le forfait P3</i>	53
17.2.3 <i>Modalités de règlement pour la part à commande</i>	54
17.2.4 <i>Modalité de transmission des documents relatifs au paiement</i>	55
17-2-5 <i>T.V.A.</i>	56
17-2-6 <i>Délais de paiement – Intérêts moratoires</i>	56
17.3 Variation des prix	57
17.3.1 <i>Révision des prix</i>	57
17.3.2 <i>Cadencement</i>	57
17.3.3 <i>Formule de révision des prix</i>	57
17.4 Paiement des co-traitants, sous-traitants.....	58
Article 18 - défaut d'atteinte des résultats - Pénalités.....	59
18.1 - Défaut d'atteinte des résultats	59
18.2 - Pénalités de retard.....	60
18.2.1 <i>Pénalités pour retard ou défaut dans la remise à jour des bases de données</i>	60
18.2.2 <i>Pénalités pour retard sur remise de devis ou de rapport</i>	60

18.2.3	<i>Pénalités pour retard constaté lors de l'exécution de travaux (part à commandes et « Forfait P3 »)</i>	60
18.3.	Autres pénalités	60
18.4 -	Indemnités	61
ARTICLE 19 -	CAUTIONNEMENT.....	61
ARTICLE 20 -	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	61
ARTICLE 21 -	RESILIATION.....	62
ARTICLE 22 -	DEROGATION AU CCAG/FCS	63

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de **maintenance des trappes hydrauliques** de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML), ainsi que des prestations annexes telles que la fourniture et la livraison des pièces détachées et accessoires nécessaires à cette maintenance ou encore les travaux de réparation et d'amélioration des installations.

Il s'agit notamment de :

- La maintenance préventive des installations,
- La maintenance corrective des installations tous les jours 24 h sur 24, 365 j/ an et 366 j/an pour les années bissextiles),
- La levée des réserves émises par les bureaux de contrôle,
- La gestion des pièces détachées,
- L'entretien courant des locaux techniques,
- La gestion des bases de données (GMAO et vérifications périodiques) et des documents techniques (Dossier d'Exploitation DEX, Dossier des Ouvrages Exécutés, DOE).
- Le suivi et l'assistance technique aux utilisateurs et contrôleurs,

Le titulaire doit être en mesure de réaliser la maintenance jusqu'au cinquième niveau INCLUS (Norme NF EN 13306).

Ces prestations relèvent du « Forfait de base » correspondant à la maintenance classique des équipements et ouvrages

Le marché comprend également la réalisation des actions prescrites par le programme GER de l'établissement (Gros Entretien Renouvellement des équipements – « Forfait P3 »).

Enfin le marché comprend « une part à commande » traitée à prix unitaires et destinée à la réalisation de prestations d'amélioration nécessaires des installations allant au-delà du forfait classique maintenance et distinctes du « Forfait P3 ».

Les caractéristiques des fournitures et prestations attendues au titre du présent marché, ainsi que leurs conditions d'exécution, sont spécifiées dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

1.2 - Contexte

L'EPML est un ERP de 1ère catégorie de type Y avec des activités de types L, M, N, R et W.

L'attention du titulaire est attirée sur le caractère sensible des ouvrages concernés, et sur l'exigence de sécurité et de fiabilité qui en découle.

1.3 - Nature et volume des prestations

1.3.1. Nature des prestations

Les prestations relèvent d'un contrat de Services courants.

Objet principal :

1.3.2. Volume des prestations

Le site de l'EPML dispose de 27 trappes hydrauliques suivantes :

- 17 trappes hydrauliques « issue de secours » sans accès pompier
- 6 trappes hydrauliques « issue de secours » accès pompier
- 4 trappes hydrauliques « introduction de matériel »

Elles sont accessibles depuis l'extérieur. Les machineries de ces installations sont installées dans les locaux techniques situés en sous-sol.

Les installations objet du présent marché sont décrites dans les annexes 1 à 9 du présent marché.

Le vocabulaire utilisé, concernant la maintenance dans le présent marché, est celui des normes Afnor NF EN 13 306 X et FD X 60 000.

1.4 - Forme du marché

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du code de la commande publique.

Le marché est un marché à **prix mixte** composé :

- ✓ Principalement d'une part forfaitaire,
- ✓ Accessoirement, d'une part à commandes, pour la durée totale du marché (48 mois fermes) :
 - sans montant minimum
 - le montant maximum de la part à commandes est de 80 000 euros HT

La partie correspondant à l'accord-cadre est passée conformément aux articles R 2162-1 et suivants du code de la commande publique. Cette partie donne lieu à la conclusion de bons de commande. Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires. Les quantités et la nature des prestations à exécuter au titre de chaque commande figurent sur chacun des bons de commande dans le respect des documents contractuels. Les prestations, objet de la part à bons de commande, sont rémunérées par application des prix unitaires figurant au Bordereau des prix unitaires (BPU) dans la limite des montants fixés à l'acte d'engagement

1.5 - Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE). Les variantes à l'initiative du candidat et celles à l'initiative du pouvoir adjudicateur ne sont pas acceptées

1.6 - Découpage en tranches et en lots

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches ni en lots au sens des dispositions de l'article R.2113.3 du CCP, car il concerne un ensemble de prestations homogènes.

1.7 - Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre », « l'Etablissement Public du Musée du Louvre », « l'administration », « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Les fournitures et prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise attributaire », « l'attributaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

1.8 - Dispositions générales

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son offre (notamment, lors de la visite obligatoire avant la remise des offres) :

- Pris une connaissance complète et entière des sites, du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des prestations,
- Apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication et ressources en main d'œuvre...,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, de tous services et autorités compétents.

1.9 - Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- ✓ la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- ✓ la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- ✓ loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- ✓ loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- ✓ loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- ✓ le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),

- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes :
 - L'annexe n°1 relative au Bordereau des prix unitaires (BPU),
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1: Dossier d'exploitation,
 - Annexe 2: Caractéristiques des trappes d'issues de secours,
 - Annexe 3 : Plan d'implantation des trappes
 - Annexe 4: Descriptif & schémas électriques
 - Annexe 5: Règlements et calculs de dimensionnement,
 - Annexe 6 : Descriptif des trappes d'accès matériels,
 - Annexe 7: Pièces détachées disponibles en stock, sur site,
 - Annexe 8 : Explicatives de la Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur,
 - Annexes 9 : Gammes de maintenance
- ✓ Les documents généraux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment :
 - (*) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
 - (*) Le Code de la Construction et de l'Habitation et le Règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public avec ses instructions techniques ; le Code du travail ; le Code de la Santé Publique et le Règlement sanitaire du département de Paris ;
 - (*) Les documents techniques unifiés (DTU) en vigueur ;
 - (*) Toutes normes françaises applicables (notamment AFNOR) et Européennes spécifiques aux installations du présent marché ;
 - (*) Et, toute autre réglementation applicable ou définie au CCP ;

- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) y compris le « Forfait P3 ». La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant à titre principal forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans le cahier des charges (CCP) et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;
- ✓ Les bons de commande établis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ;
- ✓ Le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- ✓ L'offre technique du titulaire dont le planning annuel de maintenance défini à l'article 8.4 du présent CCP.

(*) Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement et ses annexes.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique¹, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

¹ Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE

3.1 - Durée globale du marché

La durée de validité du marché est la période durant laquelle les bons de commande peuvent être émis.

Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

La durée du marché est fixée à **48 mois fermes**.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

3.2 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations forfaitaires court à compter de la date de début d'exécution pour quarante-huit (48) mois fermes.

Pour la partie correspondant à l'accord-cadre, le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai d'exécution des prestations à bons de commande démarre à compter de la date de notification du bon de commande, ou de la date indiquée sur le bon de commande,

Les délais particuliers d'exécution sont définis dans les pièces contractuelles et notamment aux articles 8 et 14 du CCP.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

ARTICLE 4 - ORGANISATION DE LA MAINTENANCE

Il est rappelé qu'au titre du présent marché, le titulaire s'acquitte des obligations générales suivantes :

- **L'obligation d'information** : Pour tenir le musée informé de tous les événements relatifs aux maintenances, les prestataires utilisent des moyens de communication spécifiques : GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur), DIT (Demande d'Intervention Technique), messagerie électronique, téléphone. Mise en place de registre de maintenance sur les équipements.
- **L'obligation de résultat** : Les maintenances requièrent un personnel permanent et d'astreinte présent sur le site (avec une bonne connaissance du Musée de ses installations). Les performances exigées sont mesurées principalement par les taux de disponibilité des installations et les délais d'intervention des techniciens suite à des dysfonctionnements. Il lui revient de mettre en œuvre et ajuster les moyens nécessaires à l'atteinte des résultats, sans que cela ne puisse entraîner de modification du montant forfaitaire pour les prestations de la part forfaitaire, ou du montant du bon de commande dans les cadres des prestations sur commande.

4.1. Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires au titre du présent marché s'entendent comme :

1) La maintenance de toutes les trappes et plus précisément de :

- La maintenance préventive des installations,

- La maintenance corrective des installations tous les jours 24 h sur 24, 365 j/ an et 366 j/an pour les années bissextiles),
- La levée des réserves émises par les bureaux de contrôle,
- L'entretien courant des locaux techniques,
- La gestion des bases de données (GMAO et vérifications périodiques) et des documents techniques (Dossier d'Exploitation DEX, Dossier des Ouvrages Exécutés, DOE).
- Le suivi et l'assistance technique aux utilisateurs et contrôleurs,

Soit le « Forfait de base » correspondant à la maintenance classique des équipements et ouvrages (articles 14.1 à 14.7 du CCP).

Ce « Forfait de base » comprend également le coût de la main d'œuvre de la maintenance et également celui de la main d'œuvre (hors travaux d'amélioration) au titre de la part à commande.

2) La réalisation des prestations prescrites par le GER:

Le « Forfait P3 » est relatif aux actions prescrites par le GER (Gros Entretien Renouvellement des équipements) (article 14.8 du CCP)

Le montant du « Forfait P3 » comprend la fourniture, la dépose de l'ancien équipement, la pose, le réglage et toutes sujétions nécessaires à la bonne réalisation de cette prestation ainsi que l'évacuation et le traitement des déchets.

Il fait l'objet d'un fonctionnement particulier décrit aux articles 14.8 et 13.5.1 du présent CCP.

4.2. Prestations au titre de la part à commande

Les prestations de la part à commande au titre du présent marché s'entendent comme la fourniture des pièces détachées pour toutes les trappes et la main d'œuvre associée destinée à la réalisation de prestations d'amélioration nécessaires des installations allant au-delà du forfait classique de maintenance (Travaux d'amélioration article 14.9 du CCP). Ces prestations sont également distinctes de celle relatives au « Forfait P3 » (article 14.8 du CCP).

4.3 - Matériels et installations confiés au titulaire :

Les matériels et installations, confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont décrits dans les annexes 1 à 9.

En outre, les conditions de prise en charge et de remise des installations par le titulaire sont définies aux articles ci-après :

4.3.1 - Prise en charge des installations

Au plus tard deux mois après la notification du marché, un constat contradictoire de chacune des installations objet du présent marché sera dressé par le titulaire en présence de la Personne représentant le pouvoir adjudicateur, ou de son représentant.

A l'occasion de ce constat, le titulaire remettra un état des lieux du stock de pièces mis à disposition par l'EPML. Cet état des lieux sera chiffré en valeur et en quantité.

4.3.2 - Remise des installations à l'expiration du marché

Trois mois avant l'expiration du marché, il sera procédé à un constat contradictoire et à un état des lieux, dans les mêmes conditions que celles définies au paragraphe 4.3.1 ci-avant.

En particulier, les deux parties s'assureront que :

- les installations sont en état standard d'aptitude à l'emploi,
- les bases de données ont été gérées,
- les réserves émises par les bureaux de contrôle sont levées,
- les locaux et installations sont propres

Sauf indication contraire au CCP, le titulaire disposera du délai restant avant expiration du marché, pour lever les réserves formulées.

4.4 - Moyens humains et matériels mis à la disposition de l'E.P.M.L. par le titulaire :

4.4.1 - Moyens humains :

Les personnels du titulaire présents doit correspondre aux missions de maintenance telles que décrites dans le présent CCP. Les moyens humains comprennent notamment :

- ✓ Une équipe de maintenance présente dans le cadre des opérations de maintenance forfaitaire (essentiellement le mardi jour de fermeture du Musée) ainsi que pour les travaux de la part à commande, apte à remplir la GMAO.

4.4.2 - Moyens matériels :

Tous les moyens matériels nécessaires aux opérations de maintenance préventive et corrective sont à la charge du titulaire et notamment :

- engins de levage et de manutention, échelle....
- outillage et appareils de mesure....
- machine-outil, chalumeau....

Cette liste est non exhaustive.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1. Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite:

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite au chargé d'affaire sur le site en main propre ou par mail, à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

5.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Commentaire :

Le fuseau horaire utilisé est celui de la livraison ou de l'exécution du service. Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

5.3 - Conduite du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre », « l'Etablissement Public du Musée du Louvre », « l'administration », « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne le conducteur d'opération, habilité à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

La personne chargée de la conduite du marché est le chef de projet du SET de la DAMJ.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Par ailleurs, le musée du Louvre s'engage à :

- Fournir au titulaire tous les éléments en sa possession nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution du marché ;
- Faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire peut avoir besoin ;
- Assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

5.4 -Titulaire

5.4.1 - Représentant du titulaire

Les prestations sont réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées, etc.) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise attributaire », « l'attributaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du marché. En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

5.4.2 - Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

5.5. Demande de modification à l'initiative du Musée du Louvre

Les intervenants au titre du présent marché doivent être impérativement agréés **pour intervenir au titre des prestations du présent marché** par le musée du Louvre. A la notification du marché, et à chaque changement définitif d'intervenant, l'EPML peut, dans un délai d'un mois, demander le remplacement d'employés proposés sans avoir à ne fournir aucune justification.

Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans un délai d'un mois, ce dernier devant être agréé par l'EPML. En cas de nouveau refus d'agrément, le marché peut être résilié aux conditions de l'article 21 du présent CCP.

La personne chargée de la conduite du marché peut exiger le remplacement de tout personnel ne donnant pas satisfaction dans l'exécution des prestations aux conditions énoncées ci-dessus. Cette demande motivée par les énoncés des inobservations aux prescriptions du marché, sera écrite et adressée au titulaire.

5.6 - Intervenants du titulaire sur le site

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Par ailleurs, l'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition de l'EPML, pendant toute la durée du marché et notamment pendant la période des congés payés, un effectif lui permettant d'assurer l'exécution des prestations demandées.

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par l'EPML, sont soumis aux dispositions suivantes :

5.6.1 - Qualification du personnel

Dans un délai maximal de **huit (8) jours** à compter de la notification du marché, le titulaire présente à l'acceptation de la personne chargée de la conduite du marché son projet d'organisation qui devra être conforme aux dispositions du CCP et à l'offre technique présentée, en indiquant en particulier la composition de l'équipe mise en place.

Dans tous les cas, le titulaire fournit, avant tout début d'exécution, au pouvoir adjudicateur, la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations de maintenance et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux afin notamment de vérifier que les salariés désignés par le titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre. Cette liste devra être mise à jour à chaque modification de personnel.

En outre, le titulaire devra remettre à l'EPML, dans les conditions de délais définies au CCP, les habilitations et agréments exigés par la réglementation pour la réalisation des tâches courantes par les intervenants affectés sur le site, ainsi que toutes les attestations de stage ou de brevet relatives aux formations en sécurité incendie et secourisme.

5.6.2 - Modification concernant le personnel

A) Dispositions générales

Sauf cas de force majeure, toute modification concernant le personnel se fait avec l'accord de la personne chargée de la conduite du marché.

Toute modification affectant le personnel, en particulier tout remplacement de personnel, doit être immédiatement signalée et justifiée à la personne chargée de la conduite du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de l'information.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du marché nécessaire à l'exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à grade et compétence équivalents ou supérieurs. La notion d'équivalence inclut la compétence ainsi que l'expérience dans le domaine.

En cas d'accident de travail d'un de ses personnels, le titulaire en informera sans délai la personne chargée de la conduite du marché et fournira copie de la déclaration d'accident.

La personne chargée de la conduite du marché peut exiger le remplacement de tout personnel ne donnant pas satisfaction dans l'exécution des prestations. Cette demande motivée par les énoncés des inobservations aux prescriptions du marché, sera écrite et adressée au titulaire.

En l'absence de rejet par la personne chargée de la conduite du marché, et passé un délai d'un mois suivant la proposition du titulaire, la modification de personnel est réputée acceptée.

En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

La rotation annuelle des personnels du fait du titulaire ne devra pas dépasser 20% durant la première année d'exécution et 10% les années suivantes.

B) Remplacement d'un membre du personnel en cours d'exécution du marché

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personnes désignées dans l'organigramme venai(en)t à être remplacée(s) de façon définitive, le titulaire a obligation d'en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et de lui communiquer avant le remplacement le dossier d'agrément du ou des remplaçant(s). Cette demande d'agrément est un préalable à tout remplacement éventuel conformément aux dispositions définies à l'article 5.6 du présent CCP.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, si, en cours d'exécution du présent marché, le titulaire est amené à modifier la composition de l'équipe, celui-ci doit:

- En aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ;
- Lui communiquer dans un délai de trois (3) jours calendaires à compter de l'envoi de l'avis d'information fait au représentant du pouvoir adjudicateur, la nouvelle composition de l'équipe.

En outre, en cas de remplacement du ou des interlocuteur(s) chargé(s) des prestations, le titulaire doit:

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Procéder à son remplacement par une personne de compétence et de qualification au moins équivalentes. Il communiquera au pouvoir adjudicateur, dans un délai de trois (3) jours à compter de la date d'envoi de l'avis d'information mentionné ci-dessus, le nom, les titres et qualifications du remplaçant, étant entendu que ce remplaçant devra se soumettre aux conditions de l'agrément telles que définies aux articles 5.6.1 et 5.6.3 du présent CCP.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception des informations concernant ledit remplaçant. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées ci-dessus.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. En cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les interlocuteurs à tout moment. En effet, l'EPML se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées ci-dessus. Le remplacement d'un intervenant ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions de l'article 21 du présent CCP, à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel intervenant dans les délais impartis.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le Titulaire veillera à ce que la rotation annuelle de son personnel ne gêne ou n'entrave la bonne exécution des prestations.

En cas de situation exceptionnelle et dûment motivée et si le titulaire ne peut objectivement pas être en mesure de procéder à un remplacement avant les délais impartis, le représentant de l'EPML pourra autoriser, de façon exceptionnelle et provisoire, le remplaçant à prendre ses fonctions sur le site de l'établissement. Sous un délai de 24h00 maximum à partir du remplacement exceptionnel, le

titulaire est tenu de fournir un dossier complet d'agrément. Il est entendu que les personnes absentes doivent être remplacées par des personnes d'une qualification équivalente.

C) Agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations régulières ou faisant l'objet d'un bon de commande

L'agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations régulières ou les prestations faisant l'objet d'un bon de commande répond aux mêmes conditions et exigences que celles décrites aux articles 5.6.1, 5.6.2, 5.6.3 du présent CCP.

5.6.3 - Procédure d'agrément du personnel

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par la personne publique, sont soumis aux dispositions suivantes :

Agrément du dispositif du titulaire

Le titulaire doit fournir la liste nominative des personnels affectés à son exécution, accompagnée, d'un dossier d'agrément par salarié affecté sur le site qui comporte :

- Une photocopie d'un justificatif d'identité ou le cas échéant du titre de séjour de l'agent,
- Un curriculum vitae
- Un extrait de casier judiciaire n° 3
- Une photo d'identité sur fond blanc au format .JPG

Ces pièces sont nécessaires à la délivrance du badge d'accès.

En vertu de l'article 777 du Code de procédure pénale (CPP) ce bulletin n° 3 doit être réclamé par la personne qu'il concerne, et ne peut, en aucun cas, être délivré à un tiers :

En pratique, l'intéressé doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

CASIER JUDICIAIRE NATIONAL

107 rue du Landreau

44317 NANTES CEDEX 3

Il peut également adresser sa demande en ligne à l'adresse internet suivante :

<https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/>

Pour des raisons de sécurité évidentes, le titulaire doit veiller à ce que la liste nominative des salariés remise au musée du Louvre soit à tout moment conforme à la réalité des effectifs.

Aucune personne ne peut pénétrer dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance, objet du présent marché, sur le site de l'établissement public du musée du Louvre, site sensible, si elle ne dispose pas de l'agrément de la direction de la surveillance.

Le titulaire doit donc obtenir l'agrément du musée du Louvre de chaque membre de l'équipe mise en place pour l'exécution des prestations **avant** son affectation.

L'établissement public du musée du Louvre se réserve le droit de refuser l'agrément à un salarié du titulaire ne présentant pas les qualités requises.

Agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations forfaitaires ou faisant l'objet d'un bon de commande

L'agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations régulières ou les prestations faisant l'objet d'un bon de commande répond aux mêmes conditions et exigences que celles décrites ci-dessus.

Chaque personnel porte une tenue professionnelle avec logo du titulaire.

5.6.4 - Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

A titre d'information (liste non exhaustive), les membres du personnel doivent s'abstenir de comportements tels que :

- Absences ou retards répétés
- Consommation d'alcool et stupéfiants pendant les heures de travail
- Utilisation des outils de communication à titre personnel
- Défauts relationnels entraînant des dysfonctionnements

Le personnel chargé de l'exécution des prestations doit en outre :

- Etre doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient ;
- S'abstenir de toucher aux ouvrages, meubles, œuvres ou installations techniques dont il n'a pas l'usage dans l'exécution de sa tâche ;
- Transmettre à la personne chargée de la conduite du marché tout fragment ou débris lui semblant provenir d'une œuvre ;
- Signaler à la personne chargée de la conduite du marché toute anomalie constatée concernant les ouvrages, installations techniques, meubles et œuvres, situés dans les espaces où il intervient.

La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat et le remplacement de toute personne ne lui paraissant pas adopter un comportement adéquat, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance ou ne pas respecter les obligations dont il est fait état dans cet article.

5.6.5 - Accès du personnel

Par l'entrée de service de l'Oratoire, rue de Rivoli.

La direction de la surveillance remettra aux agents chargés du contrôle d'accès de la pyramide la liste nominative des personnels habilités à entrer par cet accès en dehors des heures d'ouverture au public.

Le badge d'identification doit être présenté dès l'accès à l'Oratoire.

Horaires accès Oratoire :

- ♦ De 06h00 à 19h45 les lundis, mardis, jeudis, samedis et dimanches.
- ♦ De 06h00 à 21h00 les mercredis et vendredis.

5.6.6 - Acheminement du gros matériel et évacuations des gravats

Par l'aire de livraison et la voie de desserte intérieure.

Horaires accès aire de livraison :

- ♦ De 7h30 à 17h00 du lundi au vendredi

Le Titulaire devra respecter le règlement de l'aire de livraison.

5.7 Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 et suivants du code de la commande publique.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

5.8. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat

De manière générale, l'ensemble des DC4 est à adresser par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante:

DAMJ-SFJ@louvre.fr

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenue.

5.9. Ordres de service

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG-FCS sont applicables.

5.10. Garantie de maintien des compétences

Le Titulaire s'engage à ce que le personnel affecté ou ses sous-traitants autorisés chargés d'assurer les prestations dispose d'un niveau de formation ou de qualification approprié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire doit notamment :

- Constituer des équipes de personnels compétents, formés en conformité avec les besoins et le périmètre métier du Musée du Louvre
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité et de leur composition
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge

5.11. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 6 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les dispositions de l'article 6 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE - MESURES DE SECURITE

7.1 Obligation de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Compte tenu du contexte particulier du Musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des enjeux de sécurité, le Titulaire et le personnel affecté sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui concerne les renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'EPML communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information ni document qui résulterait de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le Titulaire doit sans délai avertir l'EPML de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres du personnel.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en cas de manquement à cette obligation, et notamment en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, le RPA peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

7.2 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil sur tous les aspects de la mission. Cette obligation est entendue de la manière la plus large. Le titulaire est notamment tenu d'attirer l'attention de l'EPML sur toutes les difficultés ou questions ressortissant à sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

Notamment, le Titulaire exerce son devoir de conseil dans le cadre du rapport annuel, où il précisera les préconisations sur les désordres constatés, en proposant éventuellement des solutions chiffrées (article 14.5 du CCP).

7.3 Protection des données à caractère personnel

7.3.1 Dispositions générales

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes

habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

7.3.2 Le traitement des données essentielles du marché public

L'EPML est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

7.3.3 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'EPML (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

7.4. Action de communication

7.4.1 Photographies et prise de vues du personnel du titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration, de conservation, de maintenance et d'entretien du monument et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Le titulaire s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent marché dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et, plus généralement, pour les besoins de la communication sur l'Etablissement. A chaque fois que cette possibilité se présentera, le titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse desdits préposés, sous-traitants d'être photographiés ou filmés à cet effet.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;

- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

7.4.2 Prises de vues ou tournage sur le chantier par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression - par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

7.5 Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi, aux conditions du chapitre VII- Résiliation du CCAG-FCS.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION

8.1. - Contraintes du site

Les contraintes liées à l'environnement muséographique sont importantes et ne doivent pas être négligées.

Le Titulaire ne sera en aucun cas autorisé à toucher ou manipuler une œuvre. Si une intervention de maintenance nécessite le déplacement d'une œuvre celui-ci doit être autorisé par le conservateur, programmé avec le service concerné, et effectué par du personnel formé et habilité du musée du Louvre.

Le musée du Louvre est un établissement mondialement connu et qui reçoit beaucoup de public. La fermeture d'une salle en vue de réaliser des prestations de maintenance ne peut être justifiée que pour une raison impérieuse de sécurité ou exceptionnelle qui devra faire l'objet d'un accord préalable de la direction de la surveillance et/ou du SPSI.

Le mardi « jour de fermeture » du musée au grand public n'est pas réellement sans public (copistes, tournage, photographes, déplacement d'œuvre, etc.) Le mardi est cependant le jour où peuvent se programmer les opérations de maintenance les plus lourdes en zones muséographiques.

Les plages d'ouverture au public (tous les jours de 9H00 à 18H00 sauf le mardi) incluent les week-ends et les jours fériés. Des nocturnes peuvent prolonger ces horaires d'ouverture.

Le travail dans l'environnement direct des œuvres (salle muséographique, ateliers de restauration ou réserve.) ne peut être effectué sans l'accord et la présence d'une personne représentant les conservations ou la direction de la surveillance.

8.2. - Plan de prévention

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au [décret n°92-158 du 20 février 1992](#) complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du Titulaire.

A ce titre, dans les 15 jours suivant la notification du présent marché et avant le début d'exécution des prestations, un plan de prévention sera établi entre le musée du Louvre et le prestataire conformément aux prescriptions du [décret n°92-158 du 20 février 1992](#).

Dans ce cadre, il sera procédé à une inspection commune des lieux d'intervention, et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques sera effectuée en commun. Un plan de prévention établi par écrit sera arrêté, avant le commencement de la prestation. Ce plan de prévention revêt un caractère obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra comporter :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,
- L'adaptation des matériels et dispositifs à la nature des opérations à effectuer,
- Les instructions à donner aux salariés,
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence par l'établissement,
- Les conditions de la participation éventuelle du personnel du prestataire aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Le titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention. Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité du titulaire s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise titulaire (et de ses sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site de l'EPML.

8.3. - Règlement de circulation, règlement intérieur, règlement de l'aire de livraison

Le règlement de la circulation intitulé « Livret de circulation dans le domaine national du Louvre et des Tuileries », le règlement intérieur de l'EPML et le règlement de l'aire de livraison sont applicables par le titulaire du marché, ses sous-traitants et ses fournisseurs. Le musée du Louvre les communique sans délai sur demande du titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des consignes de comportement, de conduite, de stationnement de véhicules contenus dans ces règlements.

La responsabilité du titulaire sera engagée en cas de non-respect de ces règlements.

8.4. - Planning de maintenance

Le programme de maintenance permet d'établir un planning annuel qui sera élaboré par le Titulaire, en liaison avec le représentant de l'EPML, afin de déterminer :

- Les interruptions de service qu'il est susceptible d'engendrer au cours de l'année,
- Les consignations d'équipements,

- La charge en personnel induite.

A ce stade, certaines interventions pourront être décalées ou avancées dans le temps afin d'optimiser la disponibilité des équipements et la charge du personnel d'exécution.

Le Titulaire devra fournir une proposition de planning annuel dans son offre (planning prévisionnel annuel).

Ce planning pourra être aménagé dans les six (6) premiers mois suivant le démarrage du marché afin de tenir compte des contraintes horaires d'exploitation de l'EPML. Le nombre de visites prévu ne pourra être modifié.

Ces adaptations se feront sous le contrôle et avec l'accord du responsable de l'EPML et ne donneront pas lieu à une modification du montant du marché.

Il est rappelé que, dans le cadre du planning d'intervention réalisé par le titulaire mainteneur, notamment pour couvrir les opérations programmées telles que définies dans la gamme de maintenance, il devra tenir compte des impératifs de fonctionnement des sites en termes d'horaire et d'événementiels.

Dans la mesure où les interventions de maintenance n'apportent aucune gêne notable à l'utilisation du bâtiment, elles pourront être effectuées durant les heures d'occupation. La notion de « gêne notable » est appréciée par le responsable de site autant que de besoin. Dans le cas contraire, et sauf stipulation contraire du responsable de l'EPML, elles seront effectuées en dehors de ces heures.

Après acceptation par l'EPML, le planning annuel de maintenance deviendra contractuel et se substituera au planning annuel prévisionnel proposé par le titulaire. Ce planning annuel définitif sera mis à jour semestriellement.

8.5. - Moyens mis à la disposition du titulaire par l'EPML

Les documents, équipements et matériels qui pourraient être mis à disposition du personnel du Titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché et ne peut le faire sortir du site sans l'accord écrit du musée du Louvre.

Si le Titulaire ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, le musée du Louvre et ses représentants décident, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer (remplacement ou remise en état).

8.5.1. - Un local

Un local meublé répondant au Code du Travail et équipé en moyens informatiques sera mis à la disposition du titulaire pour ses activités en relation directe avec le présent marché.

Il est précisé que le musée du Louvre ne mettra aucun outil à la disposition du titulaire.

Il appartient donc au titulaire de prévoir tout l'outillage et les moyens de levage et de manutention nécessaires.

L'entretien et le nettoyage régulier du local est la charge du titulaire.

8.5.2 - Un stock de pièces

Le stock mis à disposition du titulaire par l'EPML en début de marché est précisé en annexe 7 du présent CCP.

Le titulaire est chargé de dresser un constat en vérifiant les pièces qui lui sont remises sous 3 mois, à compter de la notification du marché. Passé ce délai et en l'absence de défectuosité, toutes les pièces seront considérées comme neuves et acceptées par le titulaire.

En fin de marché, le titulaire rendra ce même stock à l'EPML.

8.5.3 - Moyens de transport interne et externe

Il est précisé qu'une voie souterraine de 4 mètres de large et d'environ 1,2 km parcourt le site du Louvre et permet d'accéder plus facilement aux espaces techniques.

L'EPML informe le titulaire qu'aucun parking gratuit pour véhicule n'est disponible sur le site du Louvre.

8.5.4 - Bases de données, exploitations de la maintenance, outils, et procédures.

Les bases de données sont ainsi définies :

- **Les documents des ouvrages exécutés par les constructeurs (D.O.E.)** : L'EPML dispose de dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) sous forme de microfilms numérisés.
- **Les dossiers d'exploitation (DEX)** : Le dossier d'exploitation (sous Autocad) est remis dès le premier jour du marché au titulaire en 2 exemplaires. Il est précisé que ce dossier est propriété de l'E.P.M.L. et que le titulaire ne peut en faire d'autre usage que celui du présent marché. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois pour la remise à jour du DEX, à compter soit de la demande écrite de l'EPML soit de la réception des prestations modificatives de l'installation (travaux, remplacement d'équipement...)
- **GMAO** : Un logiciel de GMAO ainsi qu'un poste de travail informatique en réseau est mis à la disposition du titulaire. Le titulaire a l'obligation d'utiliser cette GMAO dès le premier jour d'exécution du marché. La formation au logiciel de GMAO est effectuée par l'EPML.

L'annexe 8, détaille le fonctionnement de la GMAO.

- **GTC PANORAMA** : (le titulaire doit veiller à la véracité des informations remontant à la GTC). Un poste de travail est mis à la disposition du titulaire. En l'absence de GTC, le titulaire procède aux vérifications en contactant la Vigie Technique.
- **V.R. Vérification périodique réglementaire** : Les rapports de l'organisme agréé en vérifications périodiques réglementaires sont remis au titulaire sous format PDF.

8.5.5 - Historique des opérations de maintenance et de travaux

L'historique est archivé dans la GMAO. Par ailleurs, L'EPML informe le titulaire que tous les flexibles des trappes d'issues de secours ont fait l'objet d'un remplacement en 2018.

8.5.6. - Badges

La DAMJ remettra au personnel permanent des badges paramétrés nominativement.

Les informations suivantes seront enregistrées sur le badge : nom, prénom, entreprise.

Toute prise en charge de badge ou de clef se fera contre émargement.

En cas de perte ou de dégradation de ces équipements (badges, clefs...) faisant suite à une mauvaise utilisation, le Titulaire avise aussitôt les représentants du musée du Louvre des exemplaires manquants.

Ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation au Titulaire, au tarif en vigueur.

En fin de marché, le Titulaire est tenu de remettre au musée du Louvre la totalité des clefs, des badges et autres objets confiés initialement.

8.5.7. - Infrastructures de radiocommunication

Le musée du Louvre dispose d'un « réseau de radiocommunication privé » (*communication de type talkie-walkie via des terminaux de gamme professionnel, relayé par une infrastructure fixe*) couvrant la quasi-totalité du site, des sous-sols aux combles, qu'il met gracieusement à disposition de ses partenaires.

Ce système permet de faciliter la réalisation des missions nécessitant une interaction entre plusieurs intervenants lorsque les moyens de communication téléphonique ne sont pas d'utilisation optimale (*pas de couverture GSM, téléphone trop éloigné ou d'usage non adapté, recherche de défaut, action nécessitant une coordination à plusieurs, missions liés à la sécurité des personnes/biens, etc.*).

Sur son libre choix, le Titulaire se portera acquéreur des terminaux portatifs (*et éventuellement fixes*) nécessaires aux missions qu'il doit réaliser, des licences DMR-Trunk associées, et de l'ensemble des accessoires qu'il juge utile.

450 terminaux de Radiocommunication sont utilisés sur le site, le musée du Louvre dispose des outils de programmation et assure lui-même la gestion de tout le parc de terminaux (*affectation, inventaire, programmation, test de fonctionnement, etc.*).

La configuration des terminaux étant très spécifique à l'infrastructure en place et au mode d'administration du système, le musée du Louvre n'acceptera sur son réseau que des terminaux agréés par les responsables du système du musée du Louvre.

Dans le cas où le Titulaire choisirait un modèle de terminal qui n'était pas déjà agréé par les responsables du système, il devra s'assurer d'obtenir cet agrément du produit – préalablement à toute acquisition – sous peine de non fonctionnement.

Les personnels du Titulaire devront respecter les « procédures radio » qui lui seront exposés à la mise en service de ses terminaux.

Les terminaux qui seront utilisés sur le site seront impérativement programmés par le musée du Louvre, protégés par un mot de passe, éventuellement upgradé dans la dernière version validée, et déprogrammé à la désinscription du Réseau ; à des fins d'identification, les terminaux et accessoires seront inventoriés et/ou gravés au nom de la société du Titulaire.

Du fait de l'attribution par l'ARCEP et l'ANFR des fréquences radioélectriques dont le musée du Louvre dispose du droit d'usage exclusif sur une zone géographique définie (*contre redevance d'exploitation*), ces terminaux ne devront être utilisés que sur le Domaine du Louvre – à l'exclusion de tout autre endroit en France –.

L'utilisation des fonctionnalités d'alarme PTI/DATI ne sont pas acceptées sur le Réseau Radio sauf contexte exceptionnel (*à la seule décision/discrétion des responsables du système*) ; le cas échéant, le musée du Louvre ne pourrait être tenu pour responsable en cas de non transmission de l'alerte.

Le musée du Louvre se réserve le droit de superviser/monitorer/écouter librement le trafic de l'installation, et d'interagir avec des terminaux à distance ou de les inhiber en cas d'« usage notoirement anormal ».

Lorsqu'un terminal du Titulaire sera supposé défaillant, le musée du Louvre pourra réaliser un premier diagnostic (*reprogrammation et test*) ; le Titulaire restant propriétaire des terminaux, il fera son affaire des envois vers le Service Après-Vente de son fournisseur.

8.6. Traitement des déchets

Le Titulaire, dans le cadre des prestations décrites au sein du présent marché, est responsable de la gestion des déchets. Aussi, il doit identifier, ses déchets, mettre en place le tri à la source, assurer leur suivi dans un registre et respecter les autres exigences réglementaires.

Références réglementaires :

- Articles R 541-7 à R 541-11 du Code de l'environnement.
- Articles R 543-3 à 15 du Code de l'environnement.
- Arrêté du 28 janvier 1999 relatif aux conditions d'élimination des huiles usagées, JO du 24 février 1999.
- Articles R 211-60 à 62 du Code de l'environnement.

8.7 Réunions

Une réunion de lancement se tient dans les deux semaines suivant la notification du marché, afin de planifier toutes les modalités de mise en place des prestations et de remettre conformément aux dispositions du présent CCP tous les justificatifs nécessaires au démarrage des prestations. Conformément à l'article 8.4 du CCP, le titulaire remettra à ce moment-là un planning d'intervention pour la durée totale du marché.

Ce planning sera actualisé tout au long du marché autant que nécessaire.

Un plan d'ouverture garantie (POG) sera communiqué au titulaire régulièrement afin qu'il le prenne en compte.

Des réunions trimestrielles pourront être organisées si nécessaire.

8.8. - Remise des installations à l'expiration du marché

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels, installations et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, avec la documentation mise à jour. En cas d'éventuel dysfonctionnement constaté, la remise en état sera réalisée aux frais et risques du titulaire, notamment dans le cadre de la garantie de remise en bon état au niveau standard d'aptitude à l'emploi.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi en fin de marché.

De même, lors de la fin de validité du marché de quelque nature qu'elle soit (fin contractuelle, résiliation), le titulaire s'engage à remettre à l'EPML tous les documents, pièces, rapports ou tous documents qu'il a en sa possession, afin de permettre la poursuite des prestations dans le cadre d'un futur marché qui fera l'objet d'une nouvelle procédure et dont le titulaire actuel ne se verrait pas attribuaire.

A ce titre, toute rétention d'information envers un tiers ou tout dysfonctionnement imputable à la négligence du titulaire et dûment constaté pourra contraindre l'EPML à engager des poursuites à l'encontre du titulaire.

8.9. - Garantie

La garantie s'applique aux prestations et aux matériels, équipements et éléments d'équipements remplacés ou installés par le titulaire.

Conformément à l'article 33.1 du CCAG/FCS, au titre de la garantie du présent marché, tout matériel fourni par le titulaire sera garanti une année, pièces et main d'œuvre et déplacement à compter de la

date de notification de la décision d'admission. Par ailleurs, en complément des dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS, la garantie de bon fonctionnement qui s'applique aux éléments d'équipement "dissociables", est d'une durée de deux (2) ans à compter de la date de notification de la décision d'admission.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. En complément et par dérogation aux dispositions de l'article 33.1 du CCAG/FCS, faute de cette date, la date de départ de la garantie sera celle de la fin du mois correspondant au règlement de l'acompte ou au règlement partiel définitif (en cas de bon de commande) sur lequel figure l'objet de la garantie.

Période de garanties légales des installations :

Pendant la période des garanties légales des installations dues par les fabricants, le titulaire s'engage à apporter sans réserve à l'EPML toute l'aide nécessaire pour l'exercice du recours en garantie qu'il pourrait être amené à faire auprès d'eux.

A l'expiration du marché, le titulaire remettra à l'EPML les bons de garantie (ou document équivalent) des pièces détachées qu'il a remplacées et qui sont encore sous garantie fabricant.

8.9.1 - Garantie suite à l'expiration du marché

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, le titulaire garantit, pendant 3 mois suivant l'expiration du marché, la remise en bon état au niveau standard d'aptitude à l'emploi, à l'Etablissement Public du Musée du Louvre des fermetures ou autres ouvrages dont il a assuré la maintenance préventive et corrective.

8.9.2. - Garantie suite à des travaux de modifications ou de réalisations d'installations

Le présent article concerne les prestations réalisées dans le cadre du « Forfait P3 » ainsi que celles réalisées dans le cadre de la part à commande.

Le titulaire garantit à compter de l'admission des prestations déterminées :

- Leur parfait achèvement pendant un an,
- Leur parfait fonctionnement pendant deux ans.

ARTICLE 9 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les dispositions de l'article 6 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance propre à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du présent marché, auprès d'une compagnie notoirement solvable.

La police d'assurance doit couvrir :

- ✓ le recours de tiers contre l'EPML ;
- ✓ les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard de tiers, de l'EPML et de tout organisme auprès duquel le Titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, le Titulaire devra fournir à l'EPML les attestations précisant :

- ✓ le nom de la compagnie ;
- ✓ les risques couverts ;
- ✓ les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- ✓ les conditions de garanties ;
- ✓ les montants des garanties ;
- ✓ la date d'expiration des garanties prévues aux contrats
- ✓ le numéro des polices.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE 11- OPERATIONS DE VERIFICATION- ADMISSION

11.1 Généralités

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché et, le cas échéant, des bons de commande. Elles ont pour objectif de contrôler que les travaux fournis par le titulaire présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de performance attendues par l'EPML.

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutés.

Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la personne chargée de la conduite des prestations.

Conformément à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

En complément des dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS :

11.2 Vérification et admission des prestations forfaitaires

11.2.1 Généralités

Les prestations au forfait sont contrôlées mensuellement à partir des éléments de la GMAO, et par inspections visuelles contradictoires. Le contrôle fait l'objet d'une attestation signée par les 2 parties.

L'EPML peut à tout moment engager des opérations de vérifications qualitatives.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Dans ce dernier cas, elles auront lieu sur la base des éléments de la GMAO, des inspections visuelles contradictoires ou autres bilans remis par

le titulaire ou dans le cadre de contrôles inopinés². Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- ✓ la quantité et la qualité des prestations exécutées (notamment le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive, aux gammes de maintenance),
- ✓ le bon fonctionnement des installations maintenues,
- ✓ la qualification et l'effectif du personnel de maintenance,
- ✓ la qualité des rapports remis,
- ✓ la mise à jour des documents d'exploitation et la documentation technique.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné ou de son ensemble.

11.2.2 Vérifications quantitatives et qualitatives

La vérification de la quantité et de la qualité des prestations de maintenance effectuées au regard des prescriptions du présent marché se fait mensuellement à partir des éléments de la GMAO, et par inspections visuelles contradictoires. Le contrôle fait l'objet d'une attestation signée par les 2 parties.

En outre, une vérification précise sera effectuée chaque année dans le mois qui suit la date anniversaire de la date de début d'exécution et de validité du marché sur la base des rapports d'activité remis par le titulaire.

Le résultat de la vérification est consigné dans un procès-verbal, mentionnant également le résultat du contrôle quantitatif préalablement effectué.

Ce procès-verbal est signé de la personne chargée de la conduite du marché et notifié au titulaire.

Il mentionne le statut affecté à la prestation à l'issue des vérifications, ce statut pouvant être, par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS :

- **Prestation conforme** : ce statut atteste de la conformité de la prestation vérifiée au regard des spécifications du marché ;

Dans ce cas, la prestation est réputée admise pour le mois ou l'année concerné(e).

- **Prestation non conforme** : ce statut atteste de la non-conformité de la prestation vérifiée au regard des spécifications du marché.

Dans ce cas, le procès-verbal mentionne les motifs de non-conformité de la prestation, ainsi que la décision prise par l'EPML à l'issue des vérifications, qui peut être :

- **soit l'admission** en l'état de la prestation avec application d'une **réfaction**³ sur le prix dans les cas définis ci-dessous ;

² L'EPML se réserve la possibilité d'effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le titulaire. Il se réserve le droit de faire exécuter lesdits contrôles par un tiers. Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par l'EPML ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

³ La décision de réfaction est motivée et est notifiée au titulaire après que celui-ci ait été à même de présenter ses observations.

- **soit l'ajournement de l'admission** : dans ce cas, le procès-verbal mentionne les corrections que l'EPML estime devoir être apportées par le titulaire à la prestation. Le procès-verbal mentionne également le délai assigné au titulaire pour procéder aux corrections indiquées. Ce délai est au maximum de 15 jours à compter de la notification du procès-verbal au titulaire.

Passé les délais de vérification mentionnés ci-dessus et en l'absence de décision notifiée au titulaire dans le mois suivant la fin du mois ou l'année contrôlé(e), la prestation est réputée admise.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS, le contrôle qualité des prestations forfaitaires étant assorti d'un mécanisme de pénalités défini dans le CCP (pour manquement relatif à un défaut de maintenance), les décisions d'admission ne feront l'objet de réfections qu'en cas de non-respect des obligations définies au titre des prestations de maintenance ou en cas d'exécution imparfaite des prestations (par exemple : mauvaise exécution d'une gamme de maintenance, absence de permis feu, défaut de nettoyage des installations et des locaux techniques...), d'interruption du service ou de service partiel (notamment en cas de grève ou mouvements sociaux, cas de force majeure).

11.3 Vérification et admission des prestations exécutées sur bon de commande ou dans le cadre du « Forfait P3 »

Les prestations exécutées sur bon de commande ou dans le cadre du « Forfait P3 » sont admises dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, dans le cadre des prestations ou travaux effectués dans le cadre de la part à bons de commande, le titulaire avise l'EPML par écrit de la date à laquelle il estime que lesdites prestations ont été achevées ou le seront.

L'EPML procède, en présence ou non du titulaire, aux opérations préalables à l'admission dans un délai qui est de 15 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement de la prestation ou travaux, si cette dernière date est postérieure.

Un procès-verbal sera ensuite établi.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Les opérations préalables à la décision d'admission comportent, en tant que de besoin :

- ✓ la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- ✓ la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations/travaux prévu(e)s au marché ;
- ✓ la vérification de la conformité des conditions de pose des pièces concernées aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- ✓ la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- ✓ la constatation du repliement des installations liées aux prestations ou travaux et de la remise en état des lieux ;
- ✓ les constatations relatives à l'achèvement des prestations ou travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par l'EPML et signé par la personne en charge de la conduite du marché et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

En cas d'absence du titulaire, le procès-verbal est établi et signé par l'EPML qui transmettra un exemplaire au titulaire.

Au vu du procès-verbal, l'EPML décide si l'admission de la prestation est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. La décision est notifiée au titulaire au même moment que la transmission du procès-verbal.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les bons de commande n'ont pas été exécutées, l'EPML peut décider de prononcer l'admission, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai fixé par l'EPML. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal précédent.

Lorsque l'admission est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par l'EPML ou, en l'absence d'un tel délai, dans le mois suivant la notification de la décision.

Au cas où ces prestations ne seraient pas faites dans le délai prescrit, l'EPML peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché et/ou au bon de commande correspondant, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, l'EPML peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une **réfaction**⁴ sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et l'admission est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, l'admission étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Les études et l'exécution de certains travaux pourront être soumises au contrôle d'un bureau spécialisé dont la désignation et la rémunération seront assurées par le maître d'ouvrage.

Les frais occasionnés par les essais exigés par ce bureau de contrôle et accepté par le maître d'ouvrage seront à la charge du titulaire s'ils sont obligatoires ou si le résultat conduit à une démolition ou à une réfection. Ils sont à la charge du maître d'ouvrage si leur résultat est favorable au titulaire.

ARTICLE 12- RESPONSABILITES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire et par son sous-traitant du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du présent marché.

Il est responsable de son matériel et de son personnel, qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

En conséquence, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages, dégâts, accidents, incendie ou autres causés de son fait, par négligence, manquements à ses obligations professionnelles ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire est ainsi seul responsable des dommages causés directement à :

- Son personnel ou à des tiers, y compris le personnel de l'EPML ;
- Ses biens ;

⁴ La décision de réfaction est motivée et est notifiée au titulaire après que celui-ci ait été à même de présenter ses observations.

- Aux biens appartenant à l'EPML ou à des tiers ;
- Aux biens mis à sa disposition (badges d'accès, ordinateurs, etc.) ;

Le Titulaire demeure seul responsable sans recours possible auprès de la personne publique pour des vols :

- Commis par son personnel ;
- Commis avec la complicité de son personnel.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 13 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

13.1 Nature et contenu des prix

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Le marché est un marché à prix mixte composé à titre principal d'une part forfaitaire et à titre accessoire d'une part à commandes.

Tous les frais du titulaire relatifs à l'accomplissement de sa mission, qu'il s'agisse de temps passé, de frais de secrétariat, d'édition et de tirage de documents, de frais généraux, de taxes et impôts, de frais de transport, de déplacement et divers sont réputés compris dans les différents prix forfaitaires et unitaires du marché.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG susvisé, les prix sont réputés couvrir ou inclure la totalité des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre. Ils sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations. Ils sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais et sujétions afférents à la bonne et complète exécution des prestations telles que définies au CCP.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations, sans que ces réunions puissent faire l'objet de facturation en sus des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

Le prix est réputé établi sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des contraintes du site. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente au site, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires. Ils comprennent notamment :

- La main d'œuvre qualifiée sur le site pendant les heures de présence
- Moyens matériels, d'accès et moyens nécessaires au traitement d'intervention
- Le nettoyage des lieux après intervention
- les moyens de communication
- la documentation
- les frais d'assurance,
- les frais de déplacement du personnel du titulaire,
- les frais de restauration et d'hôtellerie du personnel du titulaire,

- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage, de transport
- lieu de livraison, d'installation et d'enlèvement des fournitures et matériels ;
- les frais généraux (formation des intervenants, fournitures des tenues pour les agents, fourniture du matériel et sa maintenance, l'ensemble des indemnités, primes et autres rémunérations liées à la profession),
- les travaux de secrétariat,
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- les outillages, les moyens d'accès et de manutention, les équipements de protection individuelle et les appareils de mesure et de contrôle.
- Les rapports d'intervention

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

En cas de sous-traitance, le prix du marché est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations. Ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

13.2 Prix forfaitaire

Les prestations sont réglées à titre principal à prix global et forfaitaire.

Le prix forfaitaire rémunère l'ensemble des prestations définies aux articles 14.1 à 14.8 du CCP.

Le prix figure à la décomposition du prix global et à l'acte d'engagement.

Le forfait se décompose en deux parties :

- ✓ Le « Forfait de base » correspondant à la maintenance classique des équipements et ouvrage de maintenance (articles 14.1 à 14.7 du CCP)

Ce prix inclut notamment tous les frais liés à la mise en place des moyens pour le respect des obligations définies au présent marché.

Le forfait inclut la fourniture de toutes les pièces, dont le montant unitaire, pour chaque intervention, est inférieur ou égal à la franchise d'intervention, soit 300 euros HT (remise déduite).

- ✓ Le « Forfait P3 » relatif aux actions prescrites par le GER (Gros Entretien Renouvellement des équipements) (article 14.8 du CCP)

S'agissant de la partie « Forfait P3 », un ordre de service (OS) de démarrage des prestations sera émis conformément à la planification initiale du Titulaire.

En cas de modification de planning ou de quantitatif du « Forfait P3 » en cours d'exécution, il sera procédé, le cas échéant, à l'émission d'un nouvel OS, ou, le cas échéant, à la passation d'un avenant en cas d'écarts significatifs dans les quantitatifs, conformément aux dispositions de l'article 13.5.1 du CCP.

Le montant du « Forfait P3 » comprend la fourniture, la dépose de l'ancien équipement, la pose, le réglage et toutes sujétions nécessaires à la bonne réalisation de cette prestation ainsi que l'évacuation et le traitement des déchets.

13.3 Bons de commande

Le pouvoir adjudicateur commande, en fonction de ses besoins, les prestations définies dans la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il peut passer des bons de commande de ces prestations durant toute la période de validité de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Chaque bon de commande précise celle des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée.

Les bons de commande seront adressés au titulaire au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur.

L'exécution de la partie « accord-cadre à bons de commande » du marché en termes de prestations de service, par le titulaire, est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'EPML.

Les prestations de la part à commande sont rémunérées, par application aux quantités à exécuter des prix unitaires figurants dans le BPU.

Les bons de commande sont émis au cours de l'exécution du marché, en fonction des besoins de l'EPML dans les limites contractuelles maximales du marché, dans les conditions définies à l'article 14.9 du CCP.

Les prestations et les fournitures de produits et pièces de rechange hors forfait, font l'objet d'un bon de commande.

Le montant des opérations hors forfait sera déterminé à partir du bordereau des prix unitaires, ainsi que sur devis soumis à validation et accepté par l'EPML dans les conditions définies à l'article 14.9 du CCP.

13.3.1 Elaboration de propositions détaillées préalables ou devis

Les devis seront fournis par le titulaire, dans un délai de 2 semaines maximum à compter de la demande de devis, dans les conditions prévues au CCP. Pour toute intervention en nocturne, la demande doit en être soumise au chargé de la conduite du marché au moins un mois à l'avance.

Après détermination précise de la prestation finale à réaliser, le pouvoir adjudicateur demande une proposition détaillée (devis) préalablement à l'émission du bon de commande afin d'en arrêter le montant global et définitif compte tenu tant de la nature, du volume et du périmètre des prestations à exécuter que du nombre d'heures, défini par le titulaire, nécessaires à sa complète réalisation.

Les devis mentionneront :

- la référence du marché,
- l'identification du prestataire (nom, adresse, siret),
- la date,
- la référence du devis,
- le nom de l'opération,
- un descriptif des prestations demandées,
- le détail des prestations en référence au BPU,
- les fiches techniques du matériel proposé,

- le détail des prestations sous traités,
- un planning précisant la durée d'exécution et d'approvisionnement,
- les justificatifs complets des fournitures faisant l'objet de prix nouveaux,
- le cas échéant, le taux de révisions de prix, l'assiette d'application et le montant total en résultant,
- le montant HT, la TVA et le montant TTC.
- le visa manuscrit du responsable de site ou une personne habilitée à signer les devis,

Concernant les prestations au tarif horaire définies au bordereau des prix unitaires, l'unité d'œuvre correspond à l'ensemble des prestations effectuées en une heure de travail par un salarié (frais d'encadrement compris) pour réaliser une intervention technique également au BPU.

Le titulaire peut, dans le cadre de son devoir de conseil, pendant les délais précités, signaler à l'EPML toute erreur formelle dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations, objet du présent marché. En l'absence de réserves formulées par le titulaire dans le délai ci-dessus, le bon de commande devient définitif, et le titulaire ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande. Le titulaire peut également demander à l'EPML des précisions supplémentaires, s'il le désire, préalablement à la transmission de la proposition détaillée préalable.

Les montants devront être conformes au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement en vigueur à la date de transmission du récapitulatif préalable détaillé. Le devis devra prendre en compte les taux horaires, le rabais ou remise et le coefficient contractuel d'entreprise sur les pièces et fournitures.

Dans le mois suivant la date de réception de la proposition détaillée préalable, l'EPML émet le bon de commande correspondant s'il souhaite passer commande. Au-delà de cette limite, il vérifie préalablement à l'émission de la commande que la proposition présentée n'a pas fait l'objet d'une modification. L'EPML peut demander des explications complémentaires écrites ou orales, voire la tenue d'une réunion.

En cas de demande :

- ✓ d'explications complémentaires par l'EPML, le titulaire fournit les explications complémentaires demandées dans les 2 jours ouvrés maximum de leur demande par l'EPML;
- ✓ de réunion par l'EPML, la réunion se déroule dans les 5 jours ouvrés de la demande, à défaut, le dernier jour du délai à compter de la date de demande de l'EPML.

Dans tous les cas, l'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande.

S'agissant des conditions d'intervention du titulaire dans le cadre des prestations, il est entendu entre les parties qu'en tant qu'employeur de celles-ci, la ou les personnes constitutives de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations continueront d'être encadrées et dirigées de manière exclusive par le titulaire du marché sans qu'aucun transfert d'autorité, de contrôle hiérarchique ou de lien de subordination ne soit constitué au bénéfice du pouvoir adjudicateur.

Enfin, sauf vérifications prévues au présent CCP et surveillance du respect de règles spécifiques notamment en matière d'hygiène et de sécurité, le titulaire exerce seul, par l'intermédiaire d'un membre encadrant et superviseur, son contrôle sur la réalisation des prestations commandées, leurs conditions de mise en œuvre ainsi que sur le rendu final.

Toute modification de commande entraînant une modification de montant est constatée par un cahier des charges et, le cas échéant, un planning, modificatifs qui seront annexés au bon de commande modificatif. En effet, dans ce cas, la poursuite de l'exécution des prestations du titulaire est conditionnée par l'émission d'un bon de commande modificatif de l'EPML.

13.3.2 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine par le pouvoir adjudicateur au titulaire avant tout début d'exécution.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Ainsi, l'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du présent marché peut être poursuivie au-delà de cette date d'échéance pour une durée maximale définie à l'article 3.2 du présent CCP.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans le délai fixé à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part

L'autorité habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou la(les) personne(s) désignée(s) à cet effet.

13.3.3 Contenu des bons de commande

Les bons de commande comportent au minimum les indications suivantes :

- un numéro du bon de commande à rappeler sur la demande de paiement et le cas échéant sur le bon de livraison ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro d'enregistrement du marché qui figure sur l'acte d'engagement ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à exécuter ;
- le prix HT des prestations à exécuter ;
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution ;
- la date de début d'exécution (à défaut de mention, la date de début d'exécution est la date de notification du bon de commande), le délai de livraison ou d'exécution (et/ou la (les) date(s) ou période de réalisation des prestations) ;
- les montants totaux HT et TTC de la commande, ainsi que le taux de TVA.

13.3.4- Cas spécifique des prestations réalisées sur la base du BPU : élaboration de propositions détaillées préalables ou devis

Concernant les prestations au tarif horaire définies au bordereau des prix unitaires, elles correspondent à l'ensemble des prestations effectuées en une heure de travail par un salarié (frais d'encadrement compris) pour réaliser une intervention technique également au BPU.

Après détermination précise de la prestation finale à réaliser, le pouvoir adjudicateur demande une proposition détaillée (devis) préalablement à l'émission du bon de commande afin d'en arrêter le

montant global et définitif compte tenu tant de la nature, du volume et du périmètre des prestations à exécuter que du nombre d'heures, défini par le titulaire, nécessaires à sa complète réalisation.

En outre, le titulaire peut, dans le cadre de son devoir de conseil, pendant les délais précités, signaler à l'EPML toute erreur formelle dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations, objet du présent marché. En l'absence de réserves formulées par le titulaire dans le délai ci-dessus, le bon de commande devient définitif, et le titulaire ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

Le titulaire peut également demander à l'EPML des précisions supplémentaires, s'il le désire, préalablement à la transmission de la proposition détaillée préalable.

Les montants devront être conformes au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement en vigueur à la date de transmission du récapitulatif préalable détaillé. **Le devis devra prendre en compte les taux horaires, le prix des pièces détachées figurant au BPU et pour les pièces détachées et fournitures dont le montant unitaire dépasse la franchise d'intervention définie au CCP (300 € HT) le prix catalogue après application du coefficient d'achat de matériel.**

Dans le mois suivant la date de réception de la proposition détaillée préalable, l'EPML émet le bon de commande correspondant s'il souhaite passer commande. Au-delà de cette limite, il vérifie préalablement à l'émission de la commande que la proposition présentée n'a pas fait l'objet d'une modification. L'EPML peut demander des explications complémentaires écrites ou orales, voire la tenue d'une réunion.

En cas de demande :

- D'explications complémentaires par l'EPML, le titulaire fournit les explications complémentaires demandées dans les 2 jours ouvrés maximum de leur demande par l'EPML;
- De réunion par l'EPML, la réunion se déroule dans les 5 jours ouvrés de la demande, à défaut, le dernier jour du délai à compter de la date de demande de l'EPML.

Dans tous les cas, l'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande.

13.3.5. - Cas spécifique du prix des pièces détachées et fournitures dont le montant unitaire dépasse la franchise d'intervention définie au CCP (300 € HT)

Le prix des pièces détachées et des fournitures "hors forfait" est établi :

- **Cas n°1** : soit, conformément au prix unitaire indiqué au BPU ;
- **Cas n°2** : soit, en cas de pièces ou fournitures non listées au BPU, par l'application d'un coefficient d'achat de matériel (coefficient multiplicateur) appliqué sur le prix hors taxes du matériel seul sur la base du prix d'achat du titulaire.

Dans tous les cas n°2 évoqués ci-dessus, le titulaire fournira à l'EPML le devis que lui a adressé son fournisseur ou extrait du catalogue correspondant, ou facture fournisseur. Dans ces mêmes cas, l'EPML se réserve la possibilité de demander au titulaire de mettre en concurrence trois fournisseurs en cas de prix jugés trop élevés.

Par catalogue, il est entendu : une description de pièces associée à une liste de prix d'achat en vigueur au jour de l'achat.

Il est précisé que :

- ✓ Si deux tarifs, dits particuliers et professionnels, existent dans le catalogue, c'est le tarif dit professionnels qui s'applique au présent marché.
- ✓ Si plusieurs catalogues affichaient la même pièce, le titulaire serait obligé de proposer le prix après remise le moins cher pour l'EPML, parmi ces catalogues.

Le devis, tel que défini à l'article 13.3.1, est détaillé en pièces et main d'œuvre et fait notamment apparaître, pour chaque pièce :

- ✓ La ligne BPU associée (pour le cas n°1) ;
- ✓ Ou le prix de l'article, rabais constructeur déduite, et coefficient multiplicateur appliqués (pour le cas n°2) ;

L'EPML émet, dans les conditions définies aux articles 13.3.2 à 13.3.4 du présent CCP, suivant acceptation du devis, un bon de commande pour l'exécution de la prestation.

13.4 Prix nouveaux

Au vu de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut commander des prestations pour lesquelles le bordereau des prix unitaires ne prévoit pas de prix et ce, sans que ces prestations puissent remettre en question l'économie du contrat ou avoir d'incidence financière sur le montant de celui-ci et sans qu'il soit nécessaire de modifier les pièces du marché.

Aussi, dans le cadre de prestations de la part à bons de commande, toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché, pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix et qui ne seraient pas identifiées à ce jour, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

Afin de répondre à une évolution des besoins en cours de marché s'inscrivant dans le périmètre du marché, l'EPML se réserve la faculté de demander au titulaire du marché, dans la partie « accord-cadre à bons de commande », la réalisation de prestations non prévues au bordereau des prix unitaires.

Toute commande de ce type est subordonnée à la mise au point par le titulaire, au préalable, d'un devis détaillé. Le titulaire envoie son devis détaillé dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'EPML, à la personne assurant la conduite du marché.

Le titulaire certifie toutefois que les coefficients contractuels stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

À la réception du devis, l'EPML se réserve la possibilité de mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporterait des prix qui ne lui paraîtraient pas satisfaisants.

Modalité particulières relatives à l'établissement des prix nouveaux

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des nouvelles références :

- Cas n°1 : ce devis, une fois validé par l'EPML, sera annexé à un bon de commande. Ces prix ne font pas l'objet de révisions.
- Cas n°2 : en cas de commandes multiples ou récurrentes de ces nouvelles références, ces nouveaux prix pourront être intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. L'EPML notifiera dès lors par ordre de service son accord sur les conditions proposées par le titulaire et pourra commander ces nouvelles références sans une demande préalable de devis. Les prix ainsi définis font l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires signé des deux parties. Ces prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix, dit « Mo ». Ils seront révisés, le cas échéant, dans les conditions définies au présent marché.

13.5 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 du CCAG/FCS, il est prévu les clauses de réexamen suivantes :

En cas de **modifications** énumérées ci-après, le Titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un délai de préavis de quinze jours.

Les modifications seront par la suite entérinées par voie d'avenant.

13.5.1 Modification du « Forfait P3 » relatif aux prestations prescrites par le GER

S'agissant du fonctionnement particulier du Forfait P3, relatif aux prestations prescrites par le GER (Gros Entretien Renouvellement des équipements), les parties pourront s'entendre, tout au long de l'exécution du marché, afin de modification dudit forfait dans les hypothèses suivantes :

- ✓ En cas d'ajustement significatif, à la hausse comme à la baisse, des quantités relatives aux travaux du forfait P3.
- ✓ En cas travaux modificatifs nécessaires à la bonne finalisation de ces derniers et ne figurant pas dans le forfait initial.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

13.5.2. En cas d'ajout d'un plan de progrès

Les parties pourront s'entendre aux fins d'introduction d'un plan de progrès destiné à améliorer les performances de la prestation tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire, en tant qu'expert et dans le cadre de son obligation générale d'information et de conseil, devra être en mesure, sur sollicitation de l'EPML, de faire des propositions et présenter des solutions quant aux aménagements de toute nature (moyens humains, évolution du matériel, produits, évolution des process et procédures) afin d'optimiser la qualité de la prestation et pour parvenir à une plus grande efficacité de la prestation globale.

De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Le cas échéant, le plan de progrès, validé conjointement par l'EPML et le titulaire, sera contractualisé dans le cadre d'un avenant au présent marché.

13.5.2 En cas de circonstances imprévues

Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- ✓ des conditions financières du présent marché, et/ou
- ✓ des conditions d'exécution du marché, et/ou
- ✓ de la durée du marché,

et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

13.6 Prestations similaires

Conformément et dans le respect des dispositions prévues à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut, le cas échéant, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence pour des prestations similaires.

ARTICLE 14 - PRESTATIONS PREVUES AU PRESENT MARCHÉ

Les trappes d'issues de secours et d'accès pompiers doivent rester fonctionnelles à tout moment. Elles sont manœuvrées soit lors d'une évacuation, soit lors d'essais effectués par le service de sécurité de l'EPML.

Dans les deux cas, toute commande d'ouverture faite en mode automatique suite à une détection incendie ou en mode manuel par le service de sécurité de l'EPML, doit **entraîner l'ouverture immédiate et totale de chaque trappe concernée**, et à l'inverse pour les commandes de fermeture.

Le titulaire a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens suffisants pour que les installations restent toutes au **niveau standard d'aptitude à l'emploi** tel que défini dans la norme NF EN 13 306.

14.1 - Prestations de maintenance préventive

La maintenance préventive est destinée à éviter les pannes et à maintenir la durée de vie des équipements.

Les prestations liées à la maintenance préventive sont décrites dans l'annexe 9 du présent CCP.

Ces gammes sont des prescriptions minimales de maintenance préventive, à respecter par le titulaire au titre du marché forfaitaire.

Le titulaire est libre de proposer, dans le cadre du forfait, des modifications de gammes s'il estime que celles proposées sont insuffisantes. Toute modification doit être validée par l'EPML avant mise en application.

La levée des réserves émises par les bureaux de contrôle sont également traitées par le titulaire dans le cadre de la maintenance préventive.

Ces prestations ne peuvent être exécutées que le mardi, jour de fermeture du Musée au public, de 08h00 à 18h00.

Lorsque le titulaire prévoit le remplacement des pièces non disponibles en stock ou d'une valeur supérieure à 300 € HT, il doit préalablement fournir son devis de fournitures de pièces détachées à l'EPML pour approvisionnement de ces dernières. Après acceptation du devis par l'EPML, le titulaire intégrera dans sa planification le délai d'approvisionnement des pièces.

L'entretien et le nettoyage régulier du local à la charge du titulaire est également traité par le titulaire dans le cadre de la maintenance préventive.

14.2 - Prestations de maintenance corrective ou astreinte :

Cette prestation correspond à une intervention sous forme d'astreinte de jour et de nuit, visant à assurer une maintenance d'urgence suite à un problème dans le fonctionnement des trappes, ceci en dehors de la période d'exécution usuelle du présent marché, à savoir le mardi, jour de fermeture du Musée au public.

Elle est due tous les jours, 24 h sur 24 et toute l'année.

Le titulaire doit mettre à disposition de l'EPML un numéro unique d'appel en astreinte, valable toute l'année. A réception de l'appel téléphonique de l'EPML (principalement par la Vigie technique) **le titulaire dispose d'un délai maximum de 4 (quatre) heures pour intervenir sur site.**

Trois durées de dépannage sont distinguées :

Intervention définitive sans remplacement de pièces : le délai maximum d'immobilisation de l'équipement est de 60 minutes, à compter de l'arrivée du technicien sur site,

Intervention définitive avec remplacement de pièces en stock sur site: La durée maximale d'immobilisation de l'appareil est de quatre heures, à compter de l'arrivée du technicien sur site.

Intervention non définitive avec pièce hors stock site; Le titulaire doit prendre des mesures provisoires qu'il lui appartient d'évaluer pour maintenir l'ouverture de la trappe et la sécurité des visiteurs et des usagers.

Il doit ensuite communiquer à l'EPML sous 48h, son devis de fournitures de pièces détachées si le montant unitaire des pièces est > 300 € selon paragraphe 13.3.5 et son planning d'intervention.

Après toute intervention en astreinte, le technicien doit établir un compte rendu écrit pour l'opérateur de la Vigie Technique avant de quitter le site. Une copie du rapport est également transmise au responsable du SET.

Six interventions de maintenance corrective sont prévues par année de contrat, dans le cadre du forfait (soit 12 sur 2 ans); Au-delà, elles seront rémunérées sur la base des prix du B.P.U.

Les interventions en astreinte, engendrées par un défaut de maintenance ne seront pas décomptées dans le forfait annuel et ne pourront pas faire l'objet d'une rémunération complémentaire.

14.3 - Gestion des pièces détachées

Le titulaire est responsable de la tenue des pièces en stock et de leur condition de sûreté et de stockage.

La gestion s'effectue au moyen de la GMAO et tout mouvement de pièce doit être mis à jour dans la base. Le titulaire doit pouvoir justifier de l'état du stock de pièces à tout moment.

L'ensemble des pièces détachées pour réaliser la maintenance ou la tenue du stock d'un montant ≤ 300 € H.T sera incluse dans le forfait de l'entreprise.

Le titulaire devra à chaque rapport annuel justifié de la fourniture et du montant des pièces détachées incluse dans le forfait de la DPGF.

Il est précisé que le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'un manque de pièces de rechange pour ne pas remplir ses obligations de résultat.

14.4 - Rapports de vérifications et contrôles périodiques réglementaires

Délais de levées des réserves :

A réception du rapport sous format PDF, le titulaire sera tenu de lever les réserves

Pour les réserves de niveau 1 (aspect sécuritaire), le délai est de 24 h.

Pour les réserves de niveau 2 (aspect fonctionnel), le délai est de trois mois.

Sur la base d'un fichier remis par l'EPML, le Titulaire tiendra à jour un dossier des remarques du ou des organismes de contrôle en les ordonnant de manière à distinguer par entité technique et par degré d'urgence :

- Les travaux effectués
- Les travaux non effectués

14.5 - Rapports ponctuels, annuels et réunions d'exploitation

En cas d'accident, le titulaire devra rédiger et communiquer à l'EPML, dans un délai maximal d'une journée, un rapport détaillé décrivant le désordre constaté, ses causes et les moyens d'y remédier.

A chaque date anniversaire du contrat, le titulaire doit communiquer son rapport de maintenance annuel comprenant notamment :

- Nombre d'heures effectuées en maintenance préventive et corrective ponctuelle et urgente,
- Nombre d'intervenants
- Nombre d'intervention effectuées, décalées et ou annulées
- Suivi des pièces détachées et consommables utilisés annuellement,
- Récapitulatif des problèmes techniques rencontrés et solutions proposées, pour chaque équipement,
- Liste des DOE et DEX modifiés.

Ce rapport sera transmis sous format papier en 1 seul exemplaire et sous forme de fichier informatique.

Réunion d'exploitation :

Les réunions d'exploitation auront lieu trimestriellement, toutefois l'EPML se réserve le droit de modifier l'échéance de celles-ci.

La rédaction du compte-rendu de réunion est à la charge du titulaire et sera diffusé dans les 48h après la réunion.

14.6 - Gestion des bases de données

Les bases des données sont constituées par les fichiers informatiques (GMAO, vérifications périodiques, Dossier d'Exploitation DEX) et des documents techniques papier (Dossier des Ouvrages Exécutés, DOE).

14.6.1 - Archivage

Le titulaire a pour obligation d'archiver l'ensemble de son historique sur le site pendant toute la durée du contrat. Pour cela, il utilise la GMAO de l'EPML.

Le titulaire est tenu de renseigner la GMAO à l'issue de chaque journée d'intervention en maintenance préventive ou corrective ou à la fin d'opérations ayant fait l'objet d'un bon de commande (travaux, achat de pièces...)

Lors d'intervention en astreinte, le titulaire dispose d'un délai maximum de cinq jours ouvrables pour renseigner la GMAO.

14.6.2 - Transparence

A tout instant, le titulaire donne libre accès à l'EPML à l'ensemble de son archivage et principalement aux données GMAO.

Les vérifications périodiques réglementaires sont faites en présence du titulaire par un organisme agréé qui est à la charge de l'EPML.

14.7- L'assistance technique aux différents utilisateurs et prestataires

Lors de la présence de ses équipes sur site et en fonction des besoins, le titulaire doit l'accompagnement sur site et l'assistance à l'utilisation des trappes aux équipes internes de l'EPML, aux pompiers, aux prestataires des marchés de nettoyage, de manutention et de climatisation intervenant dans ces mêmes zones.

Il doit également l'assistance technique aux bureaux chargés des vérifications périodiques réglementaires.

14.8 – La réalisation des opérations prescrites par le GER (Forfait P3)

14.8.1. Définition

L'EPML a identifié, dans le cadre de son GER, des opérations d'investissement potentiellement réalisables durant la période du présent marché.





Ces prestations sont comprises dans le montant global et forfaitaire du marché, mais font l'objet d'un forfait dédié, identifié P3 et bénéficiant d'un fonctionnement particulier décrit ci-après et aux articles 13.2 et 13.5.1 du CCP.

Le GER correspondant au Gros Entretien Renouvellement des équipements, celui-ci s'entend par les dispositions suivantes :

- La dépose de l'équipement hors service, la fourniture, la livraison ainsi que la pose de l'équipement y compris toutes sujétions (travaux préparatoires, mise en service, manutention, évacuation, mise en décharge...),
- Les travaux annexes garantissant une remise en état complète de l'environnement et rendus nécessaire par l'opération.

Et plus précisément de : (cf. *Tableau ci-après*)

NB : Lesdits travaux d'investissement programmés s'entendent pièces et main d'œuvre comprises.

Travaux	Quantité de trappes	Détails	Photo
Remise en peinture et révision des vérins (vérin, contre palier, articulation)	12	Suite à des traces de corrosion, nettoyage et remise en peintures des éléments mécanique au niveau des trappes (vérins, contre palier, les ancrages des articulation,) On profitera du démontage des vérins pour en faire la révision.	
Reprise du chromage des tiges des vérins	6	Sur certaines tiges, le chromage est endommagé et absent. On profitera de la maintenance des vérins pour faire la reprise du chromage sur les équipements où il y a besoin.	
Recentrage des axes des articulations de la trappe	3	Il est préférable de recentrer l'axe au niveau de la chape pour augmenter la surface de contact.	
Remplacement des plinthes des panneaux latéraux (en INOX)	12	Les plinthes des panneaux latéraux sont localement fortement corrodées. De la corrosion perçante est visible en extrémité des plinthes. Il sera demandé de remplacer les plinthes des deux côtés et elles devront être en INOX pour une plus grande durée dans le temps.	
Mise en place de vanne de décharge sur les accumulateurs	12	Lors du remplacement des accumulateurs des groupes des soupapes de sécurité ont été mises en place. Cet ajout va dans le bon sens, vis-à-vis de l'installation originale, mais ne répond pas entièrement à la réglementation en vigueur concernant le montage des accumulateurs hydraulique ; il manque les vannes de déchargement. Au niveau des blocs de sécurité, une vanne de déchargement est donc à ajouter.	
Remplacement de l'huile des centrales avec nettoyage de la bâche et du circuit	12	Lors des prochaines opérations de remplacement de l'huile des centrales un nettoyage des bâches et des circuits sera à prévoir.	

14.8.2. Programme de renouvellement

Le programme de renouvellement est présenté dans le « Forfait P3 travaux d'investissement » à renseigner lors de la remise de l'offre. Il correspond aux opérations telles que définies précédemment. À ce titre seules les opérations clairement identifiées sont présentes à raison d'une opération chiffrée par ligne. Celui-ci a été défini suite à un diagnostic réalisé pour l'EPML tenant compte entre autre de la durée de vie théorique, du taux de vétusté et des pannes répétitives.

Une planification détaillée par moteur des travaux sera proposée par le Titulaire à l'EPML 4 mois après la notification du marché.

L'EPML se réserve toutefois le droit d'imposer une opération au Titulaire à la date indiquée à partir du moment où celle-ci figure dans le programme de renouvellement.

Toutes ces opérations prévisibles sont provisionnées sur la durée du marché et sont comptabilisées au travers du forfait « P3 » du marché.

14.8.3. Suivi

Pour chacune des opérations réalisées, le titulaire remettra un DOE complet comprenant les plans, notices techniques et PV de réception au format imposé par l'EPML.

14.9 - Prestation effectuées dans le cadre de la part à commande

Le titulaire devra réaliser les opérations de modernisation ou de modification des installations, à la demande de l'EPML. Il s'agit des interventions correctives de maximum niveau 4.

Ces opérations sont distinctes des celles prescrites dans le cadre du GER et objet du forfait particulier identifié P3.

L'EPML édite un programme de travaux destinés aux trappes hydrauliques. Le programme détaille les périodes d'intervention à prendre en compte pour l'exécution des travaux.

Le titulaire, à partir du cadre du Bordereau de Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement, est tenu de remettre son devis et son planning estimatif de travaux dans un délai de cinq jours ouvrables, à réception du programme de l'EPML ou par courriel.

Après acceptation du devis et édition du bon de commande, les prestations sont exécutées conformément aux dispositions convenues entre les deux parties.

Les opérations prescrites dans le cadre de la part à commande font l'objet d'une réception entre le titulaire et l'EPML avec remise d'un Dossier des Ouvrages Exécutés. Les bases de données sont ensuite mises à jour par le titulaire.

ARTICLE 15 - AVANCE

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, selon les conditions et modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Le taux est fixé à 5% (sous réserve de l'application de l'article R.2191-7 s'agissant des PME : 10%, option B du CCAG) du montant de la part forfaitaire du marché.

Pour la partie correspondant à l'accord-cadre, une avance de 5% (sous réserve de l'application de l'article R.2191-7 s'agissant des PME : 10%, option B du CCAG) du montant des bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois sera versée au titulaire, dans les conditions prévues au code de la commande publique.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque les prestations exécutées au titre du marché atteignent ou dépassent soixante-cinq pour cent (65%) du montant de la partie « forfaitaire » ou du montant du bon de commande selon le cas, et doit être terminé lorsque le pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80%).

En cas de sous-traitance, l'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

ARTICLE 16 - CESSION ET NANTISSEMENT

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n° 81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 17 – MODALITES DE REGLEMENT

17.1 Paiement/Modalités de facturation

Le règlement des prestations intervient suivant les règles de la dépense publique sur mandat administratif et virement au compte du titulaire ou du sous-traitant déclaré par le titulaire.

Le comptable assignataire de la dépense, chargé du paiement des prestations prévues au marché, est l'Agent Comptable de l'Etablissement Public du musée du Louvre.

Le titulaire s'engage sur l'exactitude du montant facturé ainsi que sur la lisibilité des demandes de paiement.

Les demandes de paiement ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations qui seront réalisées par les différentes entreprises intervenantes et qui, de ce fait, se verront réglées directement.

Les prestations sont réglées dans les conditions définies ci-dessous :

17.2 Facturation des prestations

17.2.1 Modalités de règlement pour le forfait

A compter du début d'exécution des prestations forfaitaires dont le contenu est fixé au CCP, et mensuellement, il est fait production par le titulaire, conformément aux dispositions de l'article L2191-4 et des articles R2191-20 et suivants du code de la commande publique, d'une demande d'acompte correspondant à 1/48ème du forfait résultant de la DPGF faisant apparaître les sommes auxquelles il prétend. L'acompte mensuel comprend les éléments suivants :

- les références du marché,
- les noms, adresse et n° du Siret de l'entrepreneur,
- les références bancaires,
- le n° d'acompte et le mois d'exécution

Ainsi que, au titre du décompte mensuel, du décompte précédent et de la différence des deux :

- le montant H.T. des prestations exécutées depuis le début de l'exécution,
- le cas échéant, le montant HT des révisions de prix
- les taux et montant de la T.V.A,
- le montant TTC
- le montant des pénalités, le cas échéant,
- le montant de l'avance versée au titulaire, le cas échéant,
- le montant de l'avance à récupérer, le cas échéant,
- les montants TTC à régler aux sous-traitants,.
- le montant restant dû

Toutes les demandes d'acompte seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des sous-traitants sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte s'il est modifié.

En cas de modifications demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra les intégrer et renvoyer la demande d'acompte modifiée.

L'administration procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de l'acompte et désigné soit dans le contrat, soit à l'acte spécial de sous-traitance

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur ne rectifiera ni ne complètera aucune demande de paiement. Les demandes de paiement incomplètes ou erronées, y compris en ce qui concerne les mentions légales, seront rejetées.

17.2.2 Modalités de règlement pour le forfait P3

Le règlement de la partie P3, fera l'objet d'acomptes spécifiques selon l'avancement des prestations ayant été réceptionnées.

L'acompte pour les prestations P3 comprend les éléments suivants :

- Les références du marché,
- Les noms, adresse et n° du Siret du titulaire,
- La date,
- Le n° d'acompte P3
- Ainsi que, au titre du décompte, le décompte précédent et de la différence des deux :
 - Le montant H.T. des prestations exécutées depuis le début de l'exécution détaillées selon la partie de la DPGF propre au P3,
 - Le montant HT des révisions de prix en découlant,
 - Les taux et montant de la T.V.A,
 - Le montant TTC

- Le montant des pénalités, le cas échéant,
- Le montant de l'avance versée au titulaire, le cas échéant,
- Les montants TTC à régler aux sous-traitants accompagnés des factures revêtues du bon pour accord.
- Le montant restant dû.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte s'il est modifié

17.2.3 Modalités de règlement pour la part à commande

Les prestations traitées à bon de commande sont réglées en une seule fois sur présentation d'une facture à l'achèvement des prestations de chaque bon de commande, et après admission définitive sans réserve⁵, dans les conditions définies à l'article 11.3 du présent CCP.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Les demandes de paiement mentionnent :

- la référence du marché et du bon de commande,
- les nom, adresse et n° de SIRET du titulaire,
- la date du bon de commande,
- le descriptif des prestations exécutées,
- le montant HT des prestations,
- le montant HT des révisions de prix, le cas échéant,
- le montant des pénalités, le cas échéant,
- le montant HT des réfections, le cas échéant,
- le montant total HT,
- les taux et montant de la TVA,
- le montant TTC.

Toutefois, les prestations d'une durée supérieure ou égale à trois mois peuvent faire l'objet de paiement partiel non définitif, exclusivement sur acomptes selon un état d'avancement mensuel validé par la personne chargée de la conduite du marché dans la limite de 80 % du montant du bon de commande.

Le solde de 20 % sera réglé après réception sans réserve.

Lorsqu'il s'agit d'un paiement à l'avancement, il est établi un décompte numéroté mentionnant :

- le numéro et l'intitulé du marché,
- la référence du bon de commande auxquels les travaux se rapportent,

^{5 5} Sous réserve de l'application de l'article 11.5 du CCAG FCS, de l'article L.2191-4 et des articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique

- le nom, siret et l'adresse du titulaire,
- le détail de l'avancement réalisé par ligne du devis,
- le montant total à régler compte tenu des travaux exécutés,
- le montant déjà réglé,
- le montant restant à payer,
- les révisions de prix éventuelles,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total à régler,
- le montant à régler directement aux sous-traitants,
- accompagné et des factures des éventuels sous-traitants revêtues d'un bon pour accord.

Le versement du solde fera office de décompte final.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur ne rectifiera ni ne complètera aucune demande de paiement. Les demandes de paiement incomplètes ou erronées, y compris en ce qui concerne les mentions légales, seront rejetées.

17.2.4 Modalité de transmission des documents relatifs au paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - Déposer ses demandes de paiement sur le portail,

- Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Toutes les demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement soit à l'acte spécial de sous-traitance.

17-2-5 T.V.A.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts pour les acomptes mensuels.

17-2-6 Délais de paiement – Intérêts moratoires

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Toutefois, l'EPML se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- ✓ Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;

- ✓ Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

17.3 Variation des prix

17.3.1 Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de référence, dit mois d'établissement des prix « Mo ».

En complément des dispositions de l'article 10.2.4 du CCAG/FCS, la date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est le mois de remise des offres (date limite de remise des offres fixée au règlement de la consultation).

Dans un premier temps, les prix du marché restent fermes durant toute leur première année d'exécution. C'est à dire, durant les 12 premiers mois qui suivent la date de début d'exécution des prestations sur site.

Par la suite, ces prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de début d'exécution des prestations sur site dite « Mr » par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Par dérogation aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

Pour les bons de commande, la révision des prix du bordereau des prix unitaires s'effectue sur demande du titulaire lors de l'établissement de son devis. Toutefois en l'absence de mention, l'EPML se réserve le droit de l'appliquer.

Les prix unitaires issus de l'application d'un coefficient de vente sur justification ne sont pas révisables.

En cas de prix nouveaux intégrés au le bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

17.3.2 Cadencement

Les prix sont révisables annuellement dans les conditions définies au présent CCP.

En complément de l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, dans l'hypothèse où une hausse des prix liée à la conjoncture économique (crise sanitaire, hausse des prix exceptionnelle mondiale des matières premières...) serait constatée au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier temporairement le cadencement de la révision des prix.

Le changement de cadencement s'effectuera par le biais d'un avenant à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Le cadencement sera adapté en fonction de l'évolution de l'indice (mensuel, trimestriel ou autre).

17.3.3 Formule de révision des prix

Les prix sont révisés en hausse comme en baisse par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0,30 + 0,70 (0,18 IPPr/IPPo + 0,82 Sr/So)]$$

Dans laquelle :

- ✓ S : Coût de la main d'œuvre - ICHT rev- TS- Indices du coût horaire du travail - Tous salariés : "industries mécaniques et électriques", identifiant n° 001565183, NAF 25-30-32 et 33.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>
- ✓ IPP, Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 28.12 - Équipements hydrauliques et pneumatiques, identifiant : 010764235
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764235>
- ✓ Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».
- ✓ L'indice « o » désigne la valeur au mois ou au trimestre Mo
- ✓ L'indice « r » désigne la dernière valeur de l'indice connue au mois Mr.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Par dérogation à l'article 10.2.3. du CCAG/FCS, les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- Par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- Par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9 ;

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge des commandes, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

En cas de modification technique entraînant l'insertion de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus. NB : Les prix avec application d'un coefficient de vente au prix d'achat fournisseur ne sont pas soumis à révision

Si l'un des index de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul dont il soumet le détail, pour validation, auprès de la Direction concernée à l'adresse suivante :

DAMJ-SFJ@louvre.fr

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

17.4 Paiement des co-traitants, sous-traitants

a) En cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué selon les modalités de l'acte d'engagement. Si aucune case n'est cochée ou si les deux sont cochées, le pouvoir adjudicateur effectuera les paiements sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G/FCS.

b) En cas de sous-traitance de l'accord-cadre

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 18 - DEFAT D'ATTEINTE DES RESULTATS - PENALITES

18.1 - Défat d'atteinte des résultats

Le titulaire s'engage à exécuter l'opération conformément aux délais impartis aux CCP et dans ses annexes.

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités est plafonné à hauteur de 10% :

- ✓ pour la partie forfaitaire, du montant total global et forfaitaire ;
- ✓ pour la partie correspondant à l'accord-cadre, du prix HT du bon de commande concerné.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant du bon de commande ou du montant total concernant la partie forfaitaire correspondant restant dû par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000€ HT pour l'ensemble du marché.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des titres de recette pendant l'exécution du contrat afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

18.2 - Pénalités de retard

18.2.1 Pénalités pour retard ou défaut dans la remise à jour des bases de données

Les pénalités applicables pour retard dans les délais d'exécution sont fixées comme suit :

- **15 euros par jour de retard calendaire et par événement** nécessitant une mise à jour de toute base de données (DEX, GMAO), y compris saisie des interventions en GMAO.
- **15 euros par bon GMAO** qui ne serait pas renseigné correctement.

18.2.2 Pénalités pour retard sur remise de devis ou de rapport

Le titulaire dispose, à réception de l'ordre écrit (mail, fax ou courrier) de 5 jours ouvrables pour établir et communiquer son devis.

Le titulaire dispose d'une journée, pour remettre son rapport d'intervention ponctuel (astreinte) et l'éventuel devis d'achat de pièces détachées.

Le titulaire dispose d'un mois, à compter de la date anniversaire de son contrat pour remettre son rapport annuel.

En cas de retard constaté dans l'un des trois cas précédemment cité, le titulaire encourt une **pénalité de 100 €, par jour calendaire de retard**.

18.2.3 Pénalités pour retard constaté lors de l'exécution de travaux (part à commandes et « Forfait P3 ») :

Lors de l'établissement de son devis, le titulaire devra spécifier le délai de réalisation des travaux. Ce délai sera spécifié sur le bon de commande émis par l'EPML.

En cas de retard constaté lors de l'exécution ou à la livraison des travaux, le titulaire encourt une **pénalité égale à 100 € / jour ouvrable de retard**.

18.3. Autres pénalités

❖ Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- ✓ Les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents

En cas de candidat étranger, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du code du travail, à défaut de la fourniture de ces documents, le titulaire encourt une pénalité de 10 € par jour de retard dans la limite des amendes prévues par les articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail et de 10% du montant HT du marché en cours d'exécution.

❖ Emplois de travailleurs étrangers :

En application des articles L.8254-1, D.8254-1, D.8254-2, D.8254-3 et D.8254-4 du code du travail, le candidat ayant recours à l'emploi de travailleurs étrangers remet au pouvoir adjudicateur tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le musée du Louvre à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

18.4 - Indemnités

Le titulaire ne peut prétendre à indemnité en cas de :

- Modification des heures d'ouverture au public du musée du Louvre, dans la mesure où les horaires de présence de son personnel ne sont pas modifiés,
- Indisponibilité partielle ou totale des installations mises à sa disposition,
- Insuffisances ou erreurs dans les bases de données techniques existantes,
- Modification des conditions d'accès.

ARTICLE 19 - CAUTIONNEMENT

Par dérogation à l'article 28 du C.C.A.G. fournitures courantes et services, le titulaire doit constituer, 3 mois avant l'expiration du marché, un cautionnement destiné à garantir la remise en bon état au niveau standard d'aptitude à l'emploi, par le titulaire à l'Etablissement Public du Musée du Louvre, des fermetures ou autres ouvrages dont il a assuré la maintenance préventive et corrective.

La personne chargée de la conduite du marché dispose de 3 mois suivant l'expiration du marché pour s'opposer à la libération du cautionnement.

Au-delà de ce délai, la remise en bon état est réputée effective et le cautionnement peut être libéré.

Le montant de ce cautionnement est égal à 5 % du montant minimum annuel révisé toutes taxes comprises du marché. En absence de garantie à première demande, le montant de la garantie sera retenu sur les sommes dues au titulaire trois mois avant l'expiration du marché.

ARTICLE 20 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de contentieux liés à la passation de l'accord-cadre ou à ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre, le Tribunal administratif compétent sera celui dans le ressort duquel le Pouvoir Adjudicateur concerné a son siège. Soit :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 21 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants:

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- en cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- dans tous les autres cas prévus au présent document.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCP ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 22 - DEROGATION AU CCAG/FCS

Articles du CCP	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
2	4.1 et 4.2.1
5.6.2 B	3.4.2
8.9	33.1
8.9.1	33
11.2.2	29, 30 et 30.3
11.3	28.2
13.1	10.1.3
17.2.1	11.6
17.2.3	11.6
17.3.1	10.2.1 et 10.2.2
17.3.3	10.2.3 et 10.2
17.4 a	12.1.2
18.1	14 et 14.1.3
19	28